

Hebdo Canada

Ottawa
Canada

Volume 9, N° 39
le 4 novembre 1981

Nouvelle étape dans l'histoire des Postes canadiennes	1
Voyage du ministre de la Défense nationale dans deux pays de l'OTAN	3
Constitution: les provinces désirent reprendre les négociations	4
La majorité des Montréalais d'accord sur un bilinguisme officiel	4
Mme Gandhi de passage à Ottawa	4
Vers un nouvel élan de la coopération canado-voltaïque	5
Ouverture d'une usine pour la production de lactose et de protéine	5
Soupe aux noisettes	6
Musée de l'amiante	6
Le développement des Antilles	6
Garderies dans les ministères	6
Succès d'une opération délicate	6
Remise de plusieurs bourses à des étudiants du Tiers-Monde	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Nouvelle étape dans l'histoire des Postes canadiennes

Le 16 octobre dernier, la Société des postes succédait officiellement au ministère des Postes.

La création de la Société fait tomber les règlements fixés par trois ministères, libère la direction et les syndicats des règles de négociations de la Fonction publique et ouvre la porte à de nouvelles techniques de gestion financière. Cependant, le ministre des Postes, actuellement M. André Ouellet, reste responsable devant le Parlement de la nouvelle société d'État, dirigée par un président, M. Michael Warren.

Les Postes canadiennes commencent ainsi une nouvelle étape de leur longue histoire.

Le premier timbre-poste émis au Canada fut aussi le premier timbre illustré de l'histoire de la philatélie. Il s'agissait d'un timbre de trois sous représentant un castor. Son émission remonte à 1851, alors que le Canada était encore une colo-

nie anglaise regroupant, sous le nom de province du Canada, les provinces actuelles du Québec et de l'Ontario.

En 1710, un Acte de la reine Anne établissait les services postaux dans les colonies (l'original de cet acte se trouve d'ailleurs au Musée national des postes, à Ottawa) et, en 1755 un bureau de poste ouvrait à Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, qui était alors une colonie anglaise. Il s'agissait d'une extension du service postal reliant les colonies anglaises installées le long de la côte est de l'Amérique du Nord.

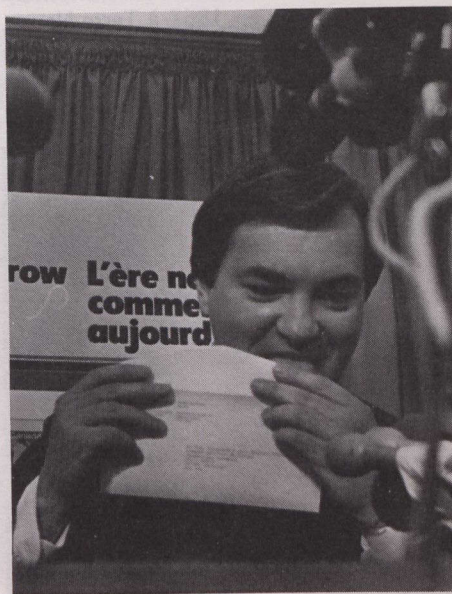
Peu après la signature du traité de Paris, en 1763, par lequel la France abandonnait la Nouvelle-France à l'Angleterre, Benjamin Franklin, alors sous-ministre des Postes dans les colonies britanniques d'Amérique, créa un service postal au Québec, lequel comprenait un bureau de poste principal à Québec et deux succursales, l'une à Trois-Rivières et l'autre à Montréal. Notons en passant que l'on peut voir au Musée national des postes une lettre, datée de 1763, portant la signature de Benjamin Franklin.

A cette époque, il existait un service postal entre Montréal et New York qui permettait l'envoi de courrier une fois par mois. Grâce à ce service, le courrier de Québec était acheminé vers les colonies anglaises de la côte de l'Atlantique et vers l'Europe.

Multiplication des bureaux de poste

A la suite de la Révolution américaine de 1776, de nombreux colons restés fidèles à la Couronne britannique émigrèrent au Canada. L'augmentation de la population nécessita une nouvelle expansion des services postaux. Entre 1790 et 1810, huit nouveaux bureaux de poste ouvrirent au Haut-Canada (Ontario) et au Bas-Canada (Québec). En 1817, on en comptait 25 et, en 1851, 601.

Tout le courrier pour l'Europe était acheminé par les États-Unis (via Burlington et New York) pour des raisons prati-



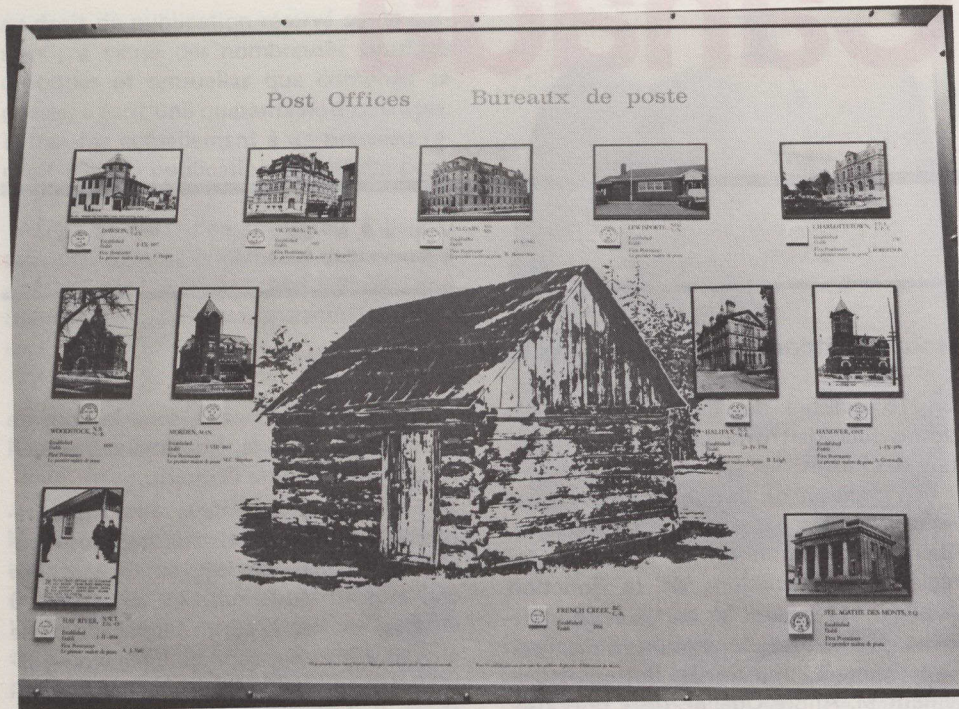
M. Ouellet scelle l'enveloppe de la lettre adressée au premier ministre du Canada, M. Trudeau, pour symboliser le dernier envoi du ministère des Postes. M. Warren a fait de même pour symboliser le premier envoi de la nouvelle société.

Le Droit



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada



Le bureau de poste établi en 1866 à French Creek (Colombie-Britannique) ressemblait plutôt à une maison de pionnier. A sa droite se trouve le plus ancien bureau, celui d'Halifax fondé en 1755, et à sa gauche, celui de Morden (Manitoba), fondé en 1884. Tout autour, dans le sens des aiguilles d'une montre, se trouvent les bureaux de poste de: Hay River (Territoires-du-Nord-Ouest), 1914; Woodstock (Colombie-Britannique), 1830; Dawson (Yukon), 1897; Victoria (C.-B.), 1852; Calgary (Alberta), 1882; Lewisporte (Terre-Neuve); Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), 1787; Hanover (Ontario), 1856; et Sainte-Agathe-des-Monts (Québec).

ques. En effet, pour se rendre de Québec à la côte de l'Atlantique, il fallait traverser le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse en empruntant des pistes car il n'existait pas encore de routes. Après la Révolution américaine, malgré une certaine hostilité entre les deux pays, l'envoi du courrier par les États-Unis se poursuivit jusqu'à l'établissement en 1840, par Samuel Cunard, d'un service de courrier direct reliant, deux fois par mois, Halifax et Liverpool (Angleterre), l'état des routes s'étant, d'autre part, amélioré.

Un courrier canadien

En 1851, une loi du Parlement britannique transféra aux provinces canadiennes la responsabilité de leur courrier. Dans la province du Canada, le transfert s'effectua le 6 avril, tandis qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, il avait lieu deux mois plus tard. Après la Confédération, en 1867, les services provinciaux furent intégrés en un seul service fédéral placé sous l'autorité d'un maître des postes. A partir de 1886, le service de courrier devint quotidien.

Les mandats poste et le courrier recommandé firent leur apparition en 1855, et, quatre ans plus tard, les Postes accep-

taient l'envoi de paquets. C'est aussi vers 1855 que l'emploi du timbre poste se généralisa; jusque-là son emploi n'était pas obligatoire. L'utilisation du timbre poste commença en 1857 à Terre-Neuve, et en 1861 à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique.

La construction d'un chemin de fer



Boîtes à lettres ambulantes utilisées dans les wagons à bagages pour recueillir le courrier en cours de route.

transcanadien permit d'étendre et d'améliorer le service postal. Un peu plus tard, au début du XX^e siècle, l'avion joua, à son tour, un rôle semblable.

Le transport du courrier par voie aérienne, innové par des entreprises privées, passa sous le contrôle des Postes canadiennes en 1928. Onze ans plus tard, on instaurait un service aérien transcontinental, avec vols de nuit quotidiens entre Montréal et Vancouver. Ce service s'élargit aux Maritimes en 1940 et, dix ans plus tard, à Terre-Neuve.

Ententes internationales

En 1875, le Canada et les États-Unis signèrent une convention aux termes de laquelle les deux pays décidaient d'utiliser les mêmes tarifs postaux intérieurs.

D'autre part, le jour de Noël 1898, eut lieu l'inauguration d'un service de courrier dont l'affranchissement était d'un cent pour la plupart des pays de l'Empire britannique, dont le Canada qui, pour marquer l'événement, émit un timbre commémoratif.

Selon une politique canadienne, établie le 1^{er} juillet 1948, le transport du courrier de première classe, payé d'avance et pesant moins d'une once, se fait par avion pour toutes les destinations du Canada où cela est possible.

Le service outre-mer par avion, interrompu durant la Deuxième Guerre mondiale, reprit entre le Canada et la Grande-Bretagne en 1946, tandis qu'on établissait, en 1949, un service aérien direct avec les Antilles britanniques, l'Australie et l'Orient. Le courrier aérien entre la France et le Canada remonte à 1951.

Un musée raconte...

Le service des postes est étroitement lié à l'histoire et à l'édification du Canada, comme l'illustre le Musée national des postes ouvert à Ottawa en 1974.

On y a reconstitué, par exemple, un bureau de poste du XIX^e siècle. On y voit aussi de vieilles pancartes de bureaux de poste et des boîtes à lettres d'autrefois, notamment une "boîte ambulante" en fer, que l'on accrochait au fourgon à bagages des trains pour recueillir le courrier dans les gares.

Le musée conserve plusieurs balances, dont la plupart sont postérieures à 1863. Des vitrines abritent de vieux sacs postaux (certains utilisés au XIX^e siècle), divers modèles d'enveloppe, des oblitérateurs manuels et des timbres sur lesquels étaient perforées les initiales des entreprises comme mesure de prévention

(suite à la page 8)

Voyage du ministre de la Défense nationale dans deux pays de l'OTAN

Le ministre de la Défense nationale, M. Gilles Lamontagne, a effectué une visite officielle dans deux pays de l'OTAN, le Portugal et la Turquie, lors d'un voyage comprenant également une tournée des unités des Forces canadiennes à Chypre, et une visite au Commandement suprême allié en Europe (SHAPE), en Belgique.

M. Lamontagne s'est d'abord rendu au Portugal, le 17 septembre, où l'a reçu le ministre portugais de la Défense, M. Freitas do Amoral.

Les discussions entre les deux ministres ont porté sur des questions d'intérêt commun. M. Lamontagne a confirmé à son interlocuteur l'intention du gouvernement canadien d'offrir, au Portugal, l'équipement sonar des trois frégates de guerre modernes que fournira l'OTAN dans le cadre du plan de modernisation de la flotte portugaise.

Le ministre Lamontagne a profité de la présence, dans le port de Lisbonne, du Stanavforlant pour rencontrer l'équipage du bateau canadien *HMCS Nipigon*. Le Stanavforlant est une escadre internationale qui patrouille l'Atlantique Nord.

L'escadre est formée de huit bâtiments appartenant chacun à un pays de l'OTAN.

A Ankara, deuxième étape de son voyage, M. Lamontagne a rencontré le ministre de la Défense de Turquie, M. Umut Haluk Bayulken, le premier ministre,

M. Bülent Ulusu, et le président, le général Evren.

Les dirigeants turcs ont accueilli avec plaisir la visite de M. Lamontagne, premier ministre de la Défense d'un pays de l'OTAN à se rendre en Turquie depuis le coup d'État de septembre 1980.

M. Lamontagne et le général Evren ont eu un long entretien au cours duquel ils ont abordé diverses questions internationales et examiné la position stratégique qu'occupe la Turquie au sein de l'OTAN.

Ils ont aussi évoqué le problème des relations de la Turquie avec la Grèce, question d'un intérêt tout particulier pour le Canada qui, depuis de nombreuses années, maintient une force de paix à Chypre, sujet de tension entre les deux pays.

Notons que, dans le cadre de l'OTAN, le Canada fournit une aide militaire de \$25 millions à la Turquie, sous forme de munitions et de pièces de rechange pour les avions T-33. Les Forces aériennes turques se servent de ces avions, donnés par le Canada, pour l'entraînement des pilotes.

En quittant Ankara, M. Lamontagne s'est rendu à Chypre, où il a présidé à la cérémonie de passation du commandement des troupes canadiennes à Chypre. Le 2^e Bataillon du 22^e Régiment de Valcartier (Québec) succède au Régiment aéroporté du Canada, basé à Petawawa (Ontario).



Le commandant Dale Gibb fait visiter le *HMCS Nipigon* au ministre de la Défense nationale, M. Gilles Lamontagne.

M. Lamontagne a inspecté la ligne de démarcation à bord d'une jeep de la patrouille canadienne.

Avant de rentrer au Canada, le Ministre s'est arrêté à Mons (Belgique), où il était, le 26 septembre, le conférencier invité à la réunion de l'Association des officiers du SHAPE, lequel célèbre cette année son trentième anniversaire.

Voici des extraits du discours de M. Lamontagne.

"La paix et la sécurité sont les fondements de tout ce que nous voulons réaliser au Canada et pour le Canada. Notre prospérité, la réalisation de nos aspirations et peut-être même notre existence nationale en dépendent..."

"A cette fin, nous devons faire porter nos efforts, non seulement sur nos préparatifs de défense, mais encore sur l'élimination des causes sous-jacentes de la tension mondiale et sur la réconciliation politique. Nous avons les moyens et la volonté de contribuer à un système équilibré de dissuasion mutuelle. Toutefois, nous sommes persuadés que nous ne pouvons atteindre nos objectifs qu'en travaillant avec la même détermination en faveur de la limitation des armements..."

La coopération, seule solution

"Quoi que nous pensions de la détente, il est clair que nous devons favoriser l'établissement d'un climat international plus propice à la coopération qu'au déclenchement de conflits, si nous voulons maintenir la paix et la sécurité qui nous tiennent tant à coeur. Il n'y a pas d'autre



Le président de la Turquie, le général Evren, reçoit M. Gilles Lamontagne.

solution que la coopération, si ce n'est la guerre.

"Peut-être pouvons-nous, en raison de notre situation géographique, de nos racines et de nos divers contacts, contribuer de manière spéciale à ce qui doit être un effort collectif. Nous sommes une nation bilingue et nous entretenons des relations étroites avec les pays du Commonwealth et avec ceux de la francophonie, ce qui nous a gagné des amitiés en Afrique. Nous avons à la fois une fenêtre sur le Pacifique et sur l'Atlantique, et nos rapports avec les pays de l'Amérique latine et des Antilles sont importants. Ce sont là des atouts pour le Canada, mais en même temps, nous sommes très conscients du fait que pour établir les liens et les conditions que nous recherchons, il nous faut discuter et négocier dans une atmosphère libre...de toute rivalité internationale..."

"Tout en poursuivant les efforts de paix, nous devons dans les années qui viennent maintenir notre sécurité sur les plans politique, économique, social et militaire à un niveau élevé, de sorte qu'il soit possible d'entreprendre des négociations fructueuses qui mèneront à la diminution des tensions Est-Ouest et Nord-Sud..."

Constitution: les provinces désirent reprendre les négociations

Les provinces se disent disposées à rencontrer une nouvelle fois le premier ministre Trudeau et à discuter la question du rapatriement de la Constitution; elles désirent que cette rencontre ait lieu durant la première semaine de novembre.

Telle est la conclusion à laquelle en sont arrivés les dix premiers ministres provinciaux, réunis le 19 octobre à Montréal.

Leur porte-parole, le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. William Bennett, a déclaré que les provinces souhaitaient sortir rapidement de ce qu'elles qualifient d'impasse constitutionnelle et entendaient prendre tous les moyens pour que cette prochaine conférence fédérale-provinciale soit un succès.

Elles proposent aussi la tenue d'une réunion préparatoire à laquelle prendrait part le ministre fédéral chargé du dossier constitutionnel, M. Jean Chrétien, et les ministres provinciaux chargés de la question. Cette première réunion permettrait "d'arrêter les modalités, la forme et l'ordre du jour de la conférence et d'examiner les domaines où il y aurait des possibilités d'entente".

La majorité des Montréalais d'accord sur un bilinguisme officiel

"Qu'ils soient francophones, anglophones ou allophones, les Montréalais s'entendent sur les grands problèmes économiques qui affectent leur ville, sur les risques que court la métropole, voire sur les grands objectifs qu'elle recherche. Montréalais de langue française et de langue anglaise s'entendent aussi pour souhaiter des assouplissements au régime de la loi 101", écrit Rodolphe Morissette dans *Le Devoir*.

M. Morissette appuie ses affirmations sur les données d'un sondage mené, en février dernier, par SORECOM Inc., pour le compte de l'Association pour la recherche sur les communautés à dualité linguistique, dont le siège est à Montréal.

Le sondage comportait deux grands volets: l'économie et les questions linguistiques.

Économie

La majorité des Montréalais sont conscients du déclin de leur ville au profit de Toronto, comme centre des affaires.

Les non-francophones attribuent le départ des grandes sociétés à l'incertitude politique des dernières années et aux lois provinciales sur la langue française. Les francophones, tout en reconnaissant l'importance de ces facteurs, en sont moins sûrs, sans "par ailleurs, sembler s'expliquer clairement le phénomène".

Tous les Montréalais croient que, l'an passé, Montréal a connu un nouvel essor économique, essor que les non-francophones expliquent par les résultats du référendum (à la suite duquel les Québécois ont refusé à leur gouvernement provincial le mandat de négocier la souveraineté-association). Les francophones y voient plutôt l'action du gouvernement provincial.

Les Montréalais constatent que les emplois ont diminué dans leur ville. Les francophones pensent cependant que "le nombre d'emplois disponibles a augmenté dans les secteurs de pointe, ce dont les non-francophones paraissent moins certains. Ces derniers, par contre, ont tendance à penser que les emplois disponibles aux anglophones ont diminué partout, pendant qu'augmentait le nombre d'emplois disponibles aux francophones.

Questions linguistiques

Soixante p. cent des francophones et 31 p. cent des non-francophones pensent que les effets globaux de la loi 101 ont été plutôt positifs.

Cependant, une vaste majorité des deux groupes linguistiques souhaite quelques assouplissements à la loi 101, notamment l'accès à l'école anglaise des Canadiens de langue anglaise venant des autres provinces canadiennes pour s'établir au Québec, et l'affichage bilingue. Deux tiers des francophones se disent d'accord.

Dans des proportions très considérables, dit M. Morissette, les Montréalais, quelle que soit leur langue, disent souhaiter que l'anglais et le français aient partout, au Canada et au Québec, un statut égal et que tous les ordres de gouvernement fournissent sur demande des services dans l'une ou l'autre langue, à la grandeur du territoire.

L'enquête

Menée durant les deux premiers mois de l'année, l'enquête a porté sur un échantillon de 1 357 Montréalais, soit 488 dans l'Est de Montréal (dont 413 francophones), 482 dans l'Ouest de l'île (dont 236 francophones) et 384 dans la périphérie de la métropole (dont 334 francophones).

Soixante quinze p. cent des personnes interrogées habitaient la région de Montréal depuis au moins 15 ans. Les répondants dits "non francophones" représentaient 65 p. cent des Montréalais ayant l'anglais pour langue maternelle (79 p. cent, pour langue d'usage) et 27 p. cent d'allophones par la langue maternelle (15 p. cent faisant usage d'une autre langue que le français ou l'anglais).

Mme Gandhi de passage à Ottawa

En route pour Cancun (Mexique) où elle devait assister au sommet Nord-Sud, le premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, a fait une escale de nuit le 20 octobre à l'aéroport de Mirabel (Québec).

Accueillie à sa descente d'avion par le chef du protocole du ministère des Affaires extérieures, M. Léopold Amyot, qui lui a présenté les salutations du premier ministre Trudeau, Mme Gandhi a eu, par la suite, un entretien d'une demi-heure avec le ministre d'État chargé du commerce, M. Ed Lumley.

Les discussions ont porté sur les secteurs du commerce intéressant le Canada, sur la co-participation du Canada à des projets de développement d'envergure et sur les possibilités de co-production d'aéronefs.

Vers un nouvel élan de la coopération canado-voltaïque

Un climat constructif et ouvert a marqué les travaux de la deuxième réunion annuelle des consultations canado-voltaïques pour la coopération au développement.

La réunion a eu lieu du 13 au 15 octobre au siège de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), sous la co-présidence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République de Haute-Volta, le lieutenant-colonel Félix Tiemtarboum, et du ministre de l'Expansion économique régionale du Canada, M. Pierre De Bané, qui est également conseiller du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les affaires francophones.

Le ministre Tiemtarboum et le ministre de l'Économie et du Plan, l'intendant Mamadou Sanfo, qui l'accompagnait, dirigeaient une importante délégation de hauts fonctionnaires.

Orientation de la coopération

Au chapitre des programmes de coopération, la réunion a permis de faire le point sur les projets en cours de réalisation et de définir les orientations des projets futurs, s'articulant autour de quatre axes prioritaires: le développement rural, la lutte contre la "désertification", la recherche d'énergies nouvelles et le développement des infrastructures de transport et de communication.

Dans cette optique, les deux délégations ont examiné un certain nombre de nouveaux projets qui contribueront au développement économique et social de la Haute-Volta dans les prochaines années.

Pendant son séjour au Canada, le ministre Tiemtarboum a pu examiner les multiples aspects des relations entre son pays et le Canada, au cours d'entretiens particuliers avec M. De Bané. Il a eu des échanges de vues avec le président de l'ACDI, M. Marcel Massé, et avec le sous-secrétaire d'État adjoint responsable des Affaires des Nations Unies au ministère des Affaires extérieures, M. Jacques Dupuis. Il a également rencontré le ministre d'État aux Finances, M. Pierre Bussières.

Ces entretiens, empreints de franchise et de cordialité, ont permis de constater une large convergence de vues entre les deux pays. Les représentants canadiens et voltaïques ont exprimé leur volonté de conjuguer tous leurs efforts en vue d'élargir et de développer davantage les relations canado-voltaïques, tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

Ouverture d'une usine pour la production de lactose et de protéine

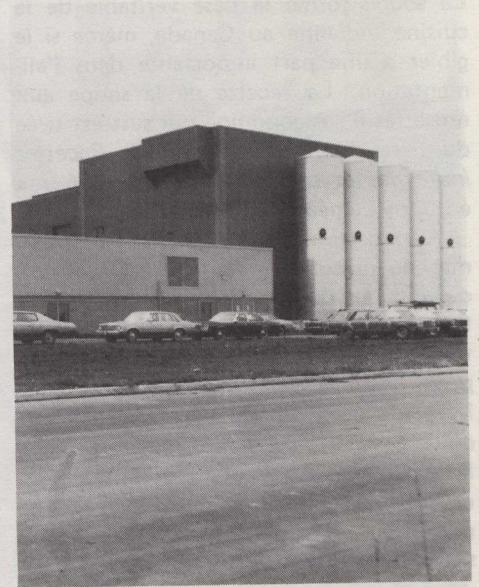
Une société de Saint-Hyacinthe (Québec), Sodispro Technologie Ltée, a ouvert une usine qui est l'une des plus modernes du monde dans le secteur de l'agro-alimentaire.

Cette usine a la particularité de produire à la fois des protéines et du lactose de qualité supérieure. Plus précisément, Sodispro offre des protéines à pourcentage de concentration variant entre 35 p. cent et 75 p. cent, ainsi que du lactose variant entre 99,2 p. cent et 99,8 p. cent de pureté, en plus d'offrir le lactose USP, destiné à l'industrie pharmaceutique.

Sodispro transforme le lactosérum en lactose et en protéines concentrées en utilisant une technologie mise au point en Europe, qu'elle a modifiée pour en accroître l'efficacité et la rapidité, ainsi que pour réduire le coût de l'énergie et l'espace requis.

La société a investi plus de \$23 millions dans cette usine, dont \$12 millions pour l'équipement de transformation. Elle a reçu une subvention de \$3,5 millions du ministère de l'Expansion économique régionale et le ministère de l'Industrie et du Commerce lui a accordé une garantie de prêt de \$2,25 millions. Le gouvernement du Québec a aussi apporté une aide financière à la société.

L'usine pourra traiter plus de 600 millions de livres de lactosérum par an, produisant au-delà de 16 millions de livres de lactose et plus de neuf millions de livres de protéines. La plus grande partie de cette production sera écoulee sur les mar-

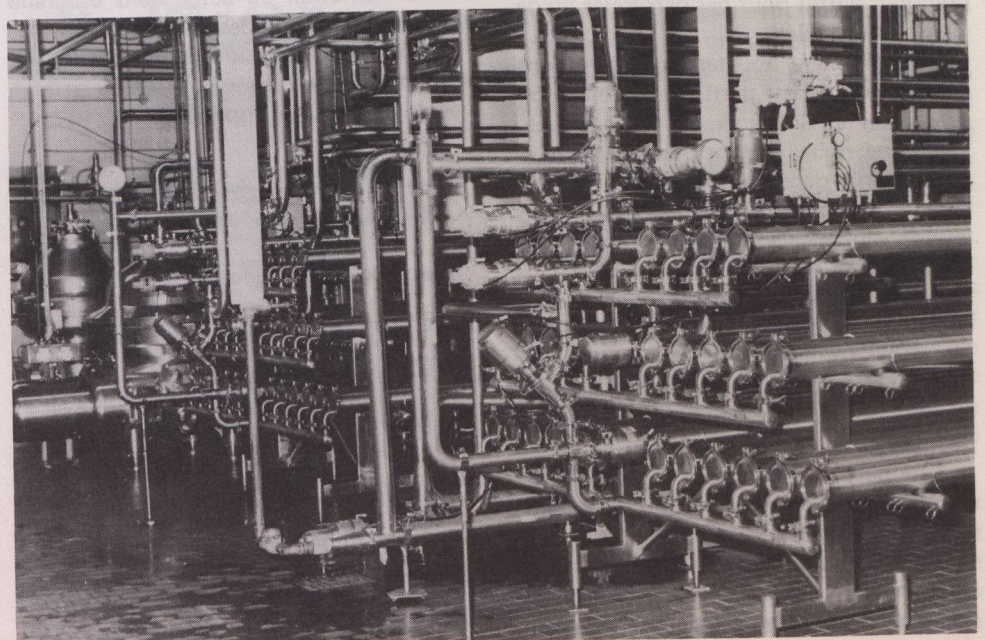


Vue partielle de l'usine de Sodispro.

chés d'Europe, du Japon et de Corée.

La société emploie 50 personnes cette année et projette de faire passer ce nombre à 73 au cours de la deuxième année de production.

L'ouverture de l'usine de Sodispro résoud un problème de pollution dont souffrait la région de Saint-Hyacinthe à cause des résidus (lactosérum) que les fabriques de fromage devaient jeter. L'usine se trouve, en effet, dans une région qui produit 55 p. cent de tout le fromage canadien. Elle absorbera quelque 50 p. cent de résidus des fabriques de fromage de cette région.



Système d'ultrafiltration utilisé à l'usine de Sodispro.

Studio Candide Caméras Inc.

Soupe aux noisettes

La soupe forme la base véritable de la cuisine indienne au Canada, même si le gibier a une part importante dans l'alimentation. La recette de la soupe aux noisettes à l'Algonquienne qui suit est tirée du livre de Bernard Assiniwi, *Recettes indiennes et survie en forêt*, publié aux éditions Leméac (Montréal).

La recette nécessite environ 700 grammes de noisettes grossièrement écrasées, deux cubes de bouillon de boeuf, quatre têtes d'ail des bois en morceaux (ou quatre échalotes), trois cuillerées à soupe de persil haché fin, six tasses d'eau, une cuillerée à thé de sel végétal et un quart de cuillerée à thé de poivre noir. On place les ingrédients dans une grande marmite et on laisse mijoter à feu doux pendant une heure et demie, tout en tournant la soupe de temps en temps.

C'est une recette traditionnelle chez les Algonquins du Nord que M. Assiniwi a reçu d'une habitante de la réserve Rivière Désert, située près de Maniwaki (Québec).

Musée de l'amiante

Le Musée régional de l'amiante, situé comme il se doit à Thetford Mines (Québec), en plein coeur de la région des mines d'amiante, réserve bien des surprises aux visiteurs.

Il est difficile de croire, par exemple, que certaines des pièces de matière fibreuse exposées dans les vitrines soient vraiment des morceaux d'amiante; on les prendrait plutôt pour des perruques ou de vieilles vadrouilles.

Il s'agit bien, pourtant, d'échantillons d'amiante qui font partie de la collection de pierres et de minéraux de ce musée. "Nous ne nous limitons pas à des échantillons pris dans la région. Notre collection comprend des échantillons du monde entier", explique la directrice, Mme Suzette Allard-Grondin.

En plus des échantillons d'amiante, la collection permanente du musée comprend des formations minérales prélevées dans les déserts du Mexique, ainsi que des échantillons de cuivre, d'or et des cristaux de quartz.

Une partie du musée présente des maquettes de l'équipement utilisé pour l'extraction et le traitement de l'amiante, tandis que des diapositives illustrent les différentes facettes de l'exploitation de l'amiante et montrent les nombreux produits contenant cette matière.

Né il y a cinq ans, à l'initiative de collectionneurs locaux, le musée est installé dans un immeuble appartenant au Collège régional de l'amiante.

Le musée organise des expositions itinérantes comprenant, entre autres, des sculptures faites avec des fibres d'amiante.

Le développement des Antilles

Dans le cadre d'un nouveau programme de recherches sur le développement, créé par l'Université McGill, à Montréal, et l'Université des Antilles, des chercheurs de ces deux universités ont entrepris des travaux visant principalement l'amélioration de l'agriculture et l'accroissement de la production alimentaire des Antilles.

Le programme, d'une durée de trois ans, est financé par une subvention de trois banques (la Banque royale du Canada, la Royal Bank of Trinidad and Tobago, et la Royal Bank of Jamaica Ltd.) dont le montant pourrait atteindre \$300 000.

Parmi les cinq premiers projets approuvés par McGill International, mentionnons une étude portant sur l'exploitation des algues rouges de la Barbade (algues contenant des polysaccharides visqueux qui constituent un additif alimentaire précieux), une autre sur la valeur nutritive d'une herbe abondante à la Trinité (qu'on pourrait éventuellement utiliser pour l'alimentation du bétail) et un projet portant sur la régularisation de la fermentation de la canne à sucre et du fourrage ensilé, en vue d'améliorer ces cultures qui servent à l'alimentation du bétail dans un grand nombre de régions des Antilles.

Enfin, les deux universités offrent un programme de recherche sur le terrain en écologie tropicale appliquée.

Garderies dans les ministères

Quatre garderies-pilotes ouvriront dans des immeubles du gouvernement fédéral, afin de permettre aux fonctionnaires qui ont des enfants en bas âge de jouer leur double rôle de parents et d'employés.

L'administration des garderies relèvera des parents eux-mêmes, qui devront se constituer en société et assumer l'entière responsabilité de l'entreprise. De leur côté, les ministères fourniront les locaux nécessaires et veilleront à leur entretien.

Ces services de garderie, mis en place à titre d'essai, seront étendus à d'autres ministères si l'expérience s'avère concluante.

Succès d'une opération délicate

Une fillette américaine mènera désormais une vie normale grâce à une intervention chirurgicale subie à l'hôpital pour enfants de Toronto (Hospital for Sick Children).

Morrow Bull, qui est âgée de huit ans, est née avec une perforation de l'oesophage et avec une trachée-artère trop étroite et collée à l'oesophage.

Cette malformation provoquait des troubles respiratoires chez l'enfant qui a souffert de 52 pneumonies.

L'opération consistait à placer une attelle en plastique pour supporter la trachée-artère. Elle a duré sept heures et a requis la présence de six médecins.

Notons que l'hôpital pour enfants de Toronto est le seul de l'Amérique du Nord qui utilise cette technique.

Remise de plusieurs bourses à des étudiants du Tiers-Monde

Quarante-huit étudiants du Tiers-Monde recevront des bourses pour étudier au collège Lester B. Pearson du Pacifique, qui se trouve à Victoria (Colombie-Britannique).

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Collège octroieront chacun 24 bourses. Les étudiants seront choisis dans les régions suivantes: Asie et Pacifique, Antilles, Afrique du Commonwealth, Afrique francophone et Amérique latine.

Le Collège impose cependant une condition aux étudiants boursiers: de retour chez eux, ils devront accomplir un travail bénévole pendant au moins un an, dans leur pays même ou dans un autre pays en développement.

Actuellement, 200 étudiants, représentant 50 pays, fréquentent le Collège. (Voir *Hebdo Canada*, vol. 9, n° 21.) On y offre un programme de deux années d'études conduisant au baccalauréat international. Quelque 450 universités de 43 pays reconnaissent ce diplôme pour l'admission des étudiants.

Le Collège, dont la fondation remonte à 1973, est au nombre des trois institutions qui font partie des Collèges unis du monde. Ces institutions sont administrées par un Conseil international présidé par le prince de Galles. Le programme de cours englobe les affaires internationales, les langues, la littérature mondiale, l'histoire du monde contemporain, l'économie, la philosophie, l'anthropologie sociale, les sciences et les mathématiques.

La chronique des arts

Échange d'écrivains résidents entre le Canada et l'Écosse

Les deux écrivains qui prendront part au programme d'échanges d'écrivains résidents Canada-Écosse sont, pour l'année 1981-1982, William Watson et Fraser Sutherland.

M. Watson occupera le poste d'écrivain résident à l'Université Trent de Peterborough (Ontario), durant la prochaine année universitaire, et M. Sutherland occupera un poste analogue à l'Université d'Édimbourg.

Aux termes de l'accord intervenu entre le Conseil des arts du Canada et le Scottish Arts Council, l'écrivain invité se consacre principalement à la création; il prend part, cependant, à des activités lui permettant de faire mieux connaître la littérature de son pays et d'approfondir celle du pays qu'il visite: cours, conférences, échanges avec les étudiants, colloques et rencontres d'écrivains.

Les participants reçoivent une bourse de \$18 000; leur hébergement est assuré et leurs frais de voyage remboursés. Les deux conseils et les universités assument le financement.

Un comité indépendant, nommé par le Conseil des arts, choisit le boursier canadien, et le Scottish Arts Council désigne le boursier écossais.

Fraser Sutherland

Poète, nouvelliste et critique, Fraser Sutherland habite dans le comté de Pictou (Nouvelle-Écosse), où il est né en 1946.

Ses recueils de poésie les plus récents sont *The Last Words of Rev. Jim Jones* * (1980) et *Madwomen* (1978). Il a publié, en 1972, une étude des oeuvres de Morley Callaghan et d'Ernest Hemingway, intitulée *The Style of Innocence*. Les nouvelles, poèmes et critiques de Fraser Sutherland ont paru dans plus de 50 périodiques, livres et anthologies.

Diplômé de l'Université Carleton d'Ottawa, M. Sutherland fut co-fondateur et directeur de la revue littéraire *Northern Journey* (1971-1976) et membre de diverses associations d'écrivains. Il a organisé, en 1979 au Cap Breton, une rencontre littéraire écossaise et canadienne dans le cadre du Rassemblement international des clans écossais.

* Traduction de la Rédaction des titres cités: Les Dernières Paroles du révérend Jim Jones — Les Folles — Le Style de la simplicité — Voyage dans le Nord.

Première exposition à Ottawa des oeuvres d'un réfugié vietnamien



Le maire d'Ottawa, Mme Marion Dewar (au centre), inaugure l'exposition de Tang Luong.

Nombreux sont les exemples de l'apport d'immigrants aux arts canadiens. C'est le cas d'un artiste vietnamien qui présentait, il y a quelques semaines, sa première exposition au Canada dans une galerie d'art d'Ottawa, Frame-Ex.

Venu au Canada il y a seulement deux ans, avec un groupe de réfugiés, Tang

Luong était déjà célèbre dans les milieux artistique et littéraire de son pays pour ses tableaux, ses poèmes et ses calligraphies.

Tang Luong est né à Canton en 1937, mais il quitta la Chine à six ans pour aller vivre au Vietnam avec son oncle. A la fin de ses études secondaires, il étudia la peinture chinoise pendant plusieurs années.

Parallèlement à la création de tableaux, il écrivit des textes en prose et des poèmes.

La nature est le sujet préféré de Luong, qui se distingue par ses tableaux représentant des fleurs et des oiseaux.

La principale caractéristique de la peinture chinoise réside dans son sens profond, les artistes chinois accordant souvent aux fleurs et aux créatures une certaine valeur symbolique fondée sur leurs propres caractéristiques.

Intégrés au style de l'artiste, ces symboles donnent une signification aux oeuvres et, en même temps, font ressortir le caractère de celui-ci. Par exemple, le prunier, l'orchidée, le chrysanthème et le bambou sont reconnus comme les quatre modèles d'élégance du royaume des plantes.

Mais, même pour un Occidental qui ne connaît pas les symboles traditionnels de la peinture chinoise, les oeuvres de M. Luong offrent un grand attrait visuel à cause de la sérénité et de la paix qui s'en dégagent.



Oeuvre de Tang Luong.

Nouvelles brèves

L'UNICEF a reçu \$300 000 du Canada pour transporter des secours alimentaires d'urgence vers le West Nile et le Karamoja, deux régions de l'Ouganda. Cette somme provient du budget des secours d'urgence et de l'aide humanitaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). La sécheresse et la famine touchent 250 000 personnes dans le Karamoja, et quelque 200 000 réfugiés, de retour dans la région du West Nile, se retrouvent sans nourriture par suite de la destruction de leurs récoltes et de leurs villages.

Selon un habitant de Haney (Colombie-Britannique), M. John George Bruce, la plus jeune fille du tsar Nicolas II, Anastasie, fut épargnée lorsque des révolutionnaires tuèrent le tsar et sa famille, le 16 juillet 1918. M. Bruce a déclaré récemment qu'il avait pris part à une mission secrète, menée à l'automne de 1918, pour conduire Anastasie en sécurité à Constantinople. M. Bruce servait alors dans la Marine britannique aux Dardanelles.

Le Canada a versé une contribution de \$82 000 à la Ligue des sociétés de la

Croix-Rouge (LSCR) pour financer les services d'une équipe médicale et d'un responsable des secours à Djibouti. Ces fonds sont tirés du budget des secours d'urgence de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Le premier ministre du Manitoba, M. Sterling Lyon, a annoncé la tenue d'élections générales dans cette province le 17 novembre. A la dissolution de l'Assemblée législative, la répartition des sièges était la suivante: Parti conservateur, 32; Nouveau Parti démocratique, 20; Parti progressif, trois; Parti libéral, un, et un siège vacant.

Le président de la compagnie Ford Motor du Canada, M. Kenneth W. Harrigan, a déclaré que les plus récentes prévisions de sa compagnie établissaient à 940 000 le nombre d'automobiles qu'elle vendra au Canada en 1982.

Le Manitoba est devenu, le 15 octobre, la première province canadienne où les automobilistes peuvent acheter du gasohol dans des stations-service. Le gasohol F-10 est un mélange d'alcool (10 p. cent) et d'essence sans plomb (90 p. cent).

La réalisatrice du film à succès, *Mourir à tue-tête*, Anne Claire Poirier, a com-

mencé le tournage d'un nouveau film produit par l'Office national du film. *La Quarantaine* raconte les retrouvailles de 11 amis de jeunesse qui se rencontrent adultes, la quarantaine passée.

Une compagnie de Granby (Québec), Les Tapis Artisans Inc., a racheté l'usine Bigelow-Sanford, dont le siège social se trouve à Greenville (Caroline du Sud). L'usine emploie 150 personnes et son chiffre d'affaires s'est élevé à \$23 millions en 1980. Les Tapis Artisans veulent doubler la production d'ici deux ans et augmenter le personnel.

Le Grand Prix du Canada a vu la victoire du pilote français Jacques Laffite, sur Talbot-Ligier. Gilles Villeneuve, pilote canadien bien connu et gagnant en 1978, a terminé troisième. La course a eu lieu le 27 septembre à Montréal, devant quelque 46 000 spectateurs.

Nouvelle étape... (suite de la page 2)

contre le vol.

Le visiteur peut voir comment on fait un timbre, assister à des présentations audio-visuelles sur le transport postal, sur les pionniers de la poste aérienne et sur les maîtres de poste de l'Arctique.

Le musée possède aussi la collection de timbres de feu le premier ministre Lester Pearson, laquelle lui a été remise par Mme Pearson en 1974.

Une série de panneaux muraux, complétés par des documents et des lettres historiques, retrace le développement du Canada en quatre périodes: la période de la Nouvelle-France, de 1605 à 1760, la période coloniale, de 1760 à 1851, la période des provinces, de 1851 à 1867 et la Confédération, de 1867 à nos jours.

Hebdo Canada est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolas.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.

Canada

ISSN 0384-2304



Un couple canadien, Barbara et Bill McCann, a constitué une très belle collection de textiles africains ramenés d'un séjour de deux ans en Afrique de l'Ouest, au cours duquel ils ont parcouru quelque 38 000 kilomètres. La collection fait l'objet d'une exposition itinérante qui l'a déjà conduite dans plusieurs villes de l'Amérique du Nord, en particulier à New York, où elle est restée exposée six mois à l'African-American Institute, et, tout récemment, au siège de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à Hull (Québec). Les tissus, qui proviennent de marchés et de souks de petits villages, donnent aux visiteurs l'occasion d'admirer le talent et l'imagination des tisseurs et des teinturiers de l'Afrique de l'Ouest. Les tissus exposés sont faits de laine, de coton, de soie et même d'écorce. La plupart sont filés et tissés à la main. La collection s'intitule Sakakke, mot haussa signifiant "tissé" ou "textile".